

Communiqué commun CGT - Solidaires - FO suite au GT plateforme

Un an après le GT centre de contact du 26 mars 2015, les organisations syndicales étaient à nouveau convoquées vendredi dernier à un Groupe de Travail dont l'ordre du jour était les plates-formes de la DGFIP. Force est de constater que la DG reste sur le même niveau de dialogue social de façade et ne répond à aucune de nos demandes.

Les documents de travail communiqués par la Mission Stratégie et Relations aux Publics (SRP) se limitaient au seul sujet des Centres de Contact (CdC). Les Centres Prélèvements Services (CPS), les Centres Impôt Services (CIS), les centres d'encaissement, le Service de Retraite de l'État (SRE), les plates-formes Toscane et les Centres de Services Communs des SPL ne font-ils pas partie des plates-formes DGFIP ?

Cette réunion s'inscrit dans un calendrier non stabilisé et incohérent. En effet, la mise en place de la retenue à la source impactera nécessairement et violemment tous ces services. Une première réunion d'information relative à la mise en oeuvre de ce choix politique est programmée le 1er avril 2016. Au-delà, c'est donc l'organisation de la chaîne de travail dans le domaine des particuliers, partie intégrante de l'évolution dite « dynamique de la maison DGFIP », qui est renvoyée à une représentation globale du projet à l'automne 2016.

[...]

Les OS ont dénoncé les dysfonctionnements majeurs auxquels les agents sont confrontés comme l'exonération de TH des personnes âgées, la disparition de 32 000 courriels lors du passage de GAIA à e-contact, le passage de témoin entre la DGFIP et la CAF suite à la suppression de la PPE et la mise en oeuvre de la prime d'activité. La DGFIP, une fois de plus, laisse supporter les conséquences d'un manque d'anticipation sur les agents.

Les syndicats ont alerté la Direction Générale sur une campagne IR 2016 à risque pour l'ensemble des personnels de la DGFIP.

Face à une DGFIP sourde aux attentes des représentants des personnels dans le cadre d'une concertation réelle Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et F.O.-DGFIP n'ont pas eu d'autre choix que de quitter la séance non sans avoir rappelé les difficultés et les attentes des agents de ces structures.

Face à la méthode éprouvée par ce gouvernement et la DGFIP de passage en force sans volonté de concertation, construisons un véritable rapport de force.

Montrons notre détermination contre la casse de la DGFIP, des droits et garanties des salarié-es du privé et du public

fichiers:



[Télécharger vd_communique_commun_solidaires_cgt_fo-1-21.pdf](#) (59.57 Ko)

Public: [Accueil](#)
[Centres d'appel](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
